

Les conservateurs sollicitent le concours des nationalistes

An cours de la session de 1910-11, deux des pontifes du sanhédrin conservateur me firent demander une entrevue, chez un ami commun. Voici un résumé fidèle de l'entrevue. Ces messieurs parlèrent les premiers.

"Les nationalistes," dirent-ils, combattent comme nous le ministère libéral; mais leur attitude sur la question de la réciprocité nous gêne terriblement. Si nous dirigeons d'abord nos efforts communs contre la réciprocité, nous pourrions probablement nous entendre plus tard sur la question navale, puisque nous voulons, comme vous, nous en rapporter à la décision du peuple à ce sujet. Si, dans le Québec, vous mettez la loi navale au premier plan, vous allez forcer les ultras de notre parti à manifester leur loyalisme; si vous ne faites à la réciprocité qu'une lutte secondaire, la divergence va s'accroître davantage, et l'ennemi commun en profitera. Lorsque viendront les élections générales, il surgira des candidats qui, tout en combattant la loi navale, approuveront la réciprocité; d'autres, muets sur la réciprocité, combattront la politique navale des deux partis. Cette situation sera fort embarrassante pour nous. Si nous appuyons ces candidats indépendants, on nous accusera de faire un double jeu; si, dans ces comtés, nous faisons surgir une troisième candidature, nettement conservatrice, le candidat ministériel passera entre les deux. D'autre part, qui feront les nationalistes dans les circonscriptions où la lutte se fera entre un libéral ministériel et un conservateur anti-réciprociste?"

Ma réponse fut péremptoire:

"Il ne peut y avoir rien de commun entre les nationalistes et le parti tory. Le sort de l'un ou de l'autre parti nous, est, en soi, indifférent.

"Nous avons accordé notre appui à M. Monk et à son groupe parce qu'ils se sont engagés à combattre également la politique navale des deux partis, tant que le peuple n'aura pas été consulté par un plébiscite.

"Depuis l'élection de Drummond-Arthabaska, M. Borden s'est rapproché de M. Monk. Il a virtuellement accepté l'idée d'un plébiscite. C'est là le seul terrain d'entente possible. Si vous arrivez au pouvoir, vous devez consulter le peuple loyalement, en dehors d'une lutte électorale et des multiples conflits qu'elle fait surgir. Si la majorité se prononce pour la Loi navale ou pour toute autre mesure de contribution à la défense générale de l'Empire, nous n'aurons qu'à nous soumettre, — tout en nous réservant, bien entendu, le droit de continuer à répandre nos idées, afin d'amener le peuple à renverser sa décision. D'autre part, si la majorité se prononce contre la Loi et contre toute contribution, vous devez également accepter le verdict.

"Le projet de réciprocité ne change rien à la situation ni à notre attitude sur ce qui est, à nos yeux, la question la plus importante. Nous ne voyons dans la convention avec les Etats-Unis ni tout le bien qu'en espèrent les libéraux ni tout le mal que prédisent les conservateurs. Il nous est donc assez indifférent qu'elle triomphe ou qu'elle périsse. Elle nous agrée dans la mesure où elle dérange les calculs des impérialistes.

"Du reste, quoi que vous fassiez, cette mesure passera forcément au second plan après les prochaines élections. Si le ministère est défait, la convention douanière disparaît du coup. Si les libéraux reviennent au pouvoir et que la réciprocité produise la dime des malheurs que vous annoncez, sir Wilfrid la supprimera comme il l'a inventée. Si, au contraire, elle tourne à l'avantage du pays, vous l'accepterez. Il y a beau temps que nous savons à quoi nous en tenir sur la fermeté des principes de l'un ou de l'autre parti.

"La question navale, au contraire, restera au premier plan. Intimement liée au problème des relations entre l'Angleterre et ses colonies, qui se pose dans tout l'Empire, elle ne sera résolue que le jour où le peuple canadien aura fait son choix définitif entre la solution franchement nationaliste et l'impérialisme intégral. Ne soyez donc pas surpris si nous refusons, nous, de nous laisser aveugler par le ministère qui a jeté la réciprocité sur le tapis pour faire oublier la question primordiale de la marine et des relations impériales.

"N'étant pas un parti, nous ne mettrons pas de candidats sur les rangs; mais nous accorderons notre appui à tout candidat, libéral ou conservateur, réciprociste ou anti-réciprociste, qui s'engagera avant tout à combattre toute politique de participation directe ou indirecte aux guerres de l'Empire en dehors du Canada, ou au moins qui promettra de repousser toute mesure de ce genre avant que le peuple n'ait été consulté au moyen d'un plébiscite. Et en cela, nous ne consulterons ni les désirs ni les intérêts de l'un ou de l'autre parti.

"Nous voulons — et nous n'en faisons nul mystère — faire élire assez de députés indépendants pour faire échec à la loi navale et à toute autre mesure de contribution aux armements impériaux tant que le peuple ne se sera pas prononcé.

"C'est à M. Borden et à ses lieutenants de décider s'ils doivent laisser élire les candidats que nous appuierons ou entamer une lutte tripartite qui assurera l'élection des candidats ministériels.

"Dans les circonscriptions électorales où la lutte se fera entre un libéral et un conservateur "orthodoxe", nous les laisserons se battre entre eux."

Ces messieurs, satisfaits ou non, firent rapport à Ottawa. J'ai tout lieu de croire que le Grand Prêtre et le sanhédrin acceptèrent la situation, puisque les élections se firent dans les conditions que nous avions stipulées, ainsi que je l'établirai dans l'article suivant.

A quelque temps de là, deux bons vieux bleus authentiques — tout ce qu'on peut imaginer de plus marguillier-en-charge, de plus "poces d'or", — renouvelèrent la tentative d'accaparement des nationalistes. Ils apportèrent tout un fonds de banqueroute, un stock d'arguments aussi vermoulu que peu entraînants, pour me prouver que la réciprocité était l'unique question à débattre et que seul le grand parti conservateur "qui fait la Confédération et bâtit le Pacifique" pouvait sauver le pays de la ruine. Ils obtinrent la même réponse, plus brève.

Ce furent là les deux seules communications, directes ou indirectes, que nous eûmes avec les représentants du parti conservateur. C'est là toute "l'alliance hybride", "monstrueuse", "immorale", conclue entre les impérialistes et les nationalistes.

J'ai peut-être l'âme mal faite; mais je ne trouve là-dedans rien dont nous, nationalistes, ayons à rougir; pas plus que les entrevues que j'accrochais, à la veille des élections de 1908, tant aux conservateurs qu'à sir Wilfrid Laurier en personne, ne me laissent de souvenirs humiliants.

Ni dans l'une ni dans l'autre circonstance — et dans aucune autre — nous n'avons balisé pavillon, mis nos idées en poche, troqué nos principes contre un plat de lentilles bleues ou rouges.

Si M. Laurier et sa clique, au lieu de se fendre la mâchoire à éjaculer des lafortunialeries sur le compte des nationalistes, dont ils recherchèrent si longtemps l'appui, se bornaient à dire que M. Borden et le parti conservateur, pour arriver au pouvoir, firent des avances aux nationalistes et se soumièrent forcément aux conditions qui leur étaient faites par notre attitude, ils resteraient dans les bornes de la vérité. S'ils ajoutaient qu'une fois arrivés au pouvoir, les conservateurs se sont empressés de se dégager et qu'ils y ont réussi, grâce à la veulerie et à la trahison de trois ministres et d'une douzaine de députés conservateurs qui ont violé ouvertement les engagements qu'ils avaient pris envers les nationalistes et envers leurs électeurs, ils seraient encore dans le vrai.

Mais voilà, toujours fidèle aux maximes de Talleyrand, M. Laurier une égale horreur de la vérité toute nue et du mensonge tout cru. Il lui faut les mêler sans cesse. Continuons à les départager.